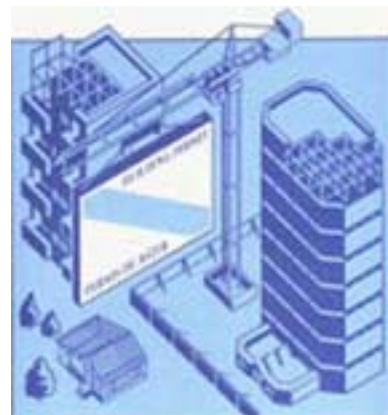


N° 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Mars 2010



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Mars 2010

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2010

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2010

N° 64-001-X au catalogue, vol. 54, n° 3

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- D. McDowell, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- N. Charron, Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- J. Gaudreault, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
Immeuble Jean-Talon, 9 D-5
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Mars 2010	6
Secteur résidentiel : hausse des intentions des permis de construction de logements multifamiliaux	6
Secteur non résidentiel : hausses dans les composantes industrielle et institutionnelle	7
La valeur des permis est à la hausse dans toutes les provinces, sauf au Québec	7
La valeur des permis est à la hausse dans la plupart des régions métropolitaines de recensement	7
Graphiques	
1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total	8
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple	9
4. Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total	9
5. Valeur commerciale des permis de bâtir	10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir	10
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	11
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2010	17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2010	19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2010	23
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2010	25
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2010	26
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2010	27
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2010	29

Table des matières – suite

12	Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2010	30
13	Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2010	31

Qualité des données, concepts et méthodologie

	Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	32
	Sources de données et méthodologie	33
	Concepts et variables observées	35
	Catégories de bâtiments	36
	Classification géographique	37
	Exactitude des données	39
	Comparabilité des données et sources connexes	40

Appendice

I	Abréviations géographiques	41
---	----------------------------	----

Faits saillants

Après avoir diminué pendant quatre mois, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 12,2 % en mars pour atteindre 6,3 milliards de dollars. Il s'agit d'une progression de 38,9 % par rapport à la valeur affichée en mars 2009. La hausse provenait principalement des permis de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments industriels.

Analyse – Mars 2010

Après avoir diminué pendant quatre mois, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 12,2 % en mars pour atteindre 6,3 milliards de dollars. Il s'agit d'une progression de 38,9 % par rapport à la valeur affichée en mars 2009. La hausse provenait principalement des permis de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments industriels.

Dans le secteur résidentiel, les intentions de construction ont augmenté de 13,9 % pour atteindre 4,2 milliards de dollars, grâce à une hausse appréciable des permis de construction de logements multifamiliaux, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique.

Dans le secteur non résidentiel, les municipalités ont délivré des permis pour une valeur de 2,1 milliards de dollars, soit 9,1 % de plus qu'en février. Cette hausse s'est produite principalement à la suite d'intentions de construction plus élevées dans les composantes industrielle et institutionnelle.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours. Les données révisées, fondées sur les réponses tardives, sont mises à jour pour le mois précédent.

La valeur totale des intentions de construction a progressé dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Secteur résidentiel : hausse des intentions des permis de construction de logements multifamiliaux

Les municipalités ont délivré pour 1,5 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en mars, soit 53,6 % de plus qu'en février; il s'agissait du niveau le plus élevé depuis juillet 2008. L'Ontario et la Colombie-Britannique expliquent la plus grande partie de l'augmentation, bien que six autres provinces aient affiché des intentions plus élevées pour la construction de logements multifamiliaux. En revanche, le Québec a connu une forte baisse à la suite d'une hausse en février.

La valeur au Canada des permis de construction de logements unifamiliaux est demeurée inchangée, soit à 2,7 milliards de dollars. À l'échelon provincial, des hausses dans huit provinces ont neutralisé des baisses en

Alberta et en Ontario. Le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador ont affiché les plus fortes progressions des intentions de construction de logements unifamiliaux.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 19 469 nouvelles unités de logement en mars, en hausse de 21,1 %. Cette hausse était en grande partie attribuable aux logements multifamiliaux, qui ont progressé de 46,0 % pour s'établir à 10 038 unités. Il s'agissait de la première fois depuis juillet 2008 que le nombre d'unités multiples dépassait 10 000. Le nombre de logements unifamiliaux approuvés a augmenté de 2,5 % pour atteindre 9 431 unités.

Secteur non résidentiel : hausses dans les composantes industrielle et institutionnelle

Dans la composante industrielle, la valeur des permis de bâtir a progressé de 56,9 % pour s'établir à 423 millions de dollars, soit une troisième augmentation mensuelle consécutive. L'Alberta et l'Ontario étaient en tête des six provinces qui ont affiché des valeurs plus élevées. Ces hausses proviennent surtout des projets liés aux bâtiments de transports dans cette composante.

Dans la composante institutionnelle, les municipalités ont délivré pour 523 millions de dollars de permis, en hausse de 18,1 %. L'Ontario et l'Alberta ont enregistré des progressions à la suite de l'augmentation de la valeur des permis de construction d'immeubles d'administration gouvernementale et de bâtiments à caractère religieux. En Colombie-Britannique, la hausse provenait de l'accroissement des projets de construction d'établissements d'enseignement.

La valeur des permis de construction commerciale a totalisé 1,2 milliard de dollars, en baisse de 4,5 %. La diminution était principalement imputable aux intentions de construction d'hôtels et d'immeubles à bureaux en Ontario. Toutefois, la valeur des permis commerciaux a augmenté en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, grâce à des intentions de construction plus élevées pour les entrepôts et les immeubles à bureaux.

La valeur des permis est à la hausse dans toutes les provinces, sauf au Québec

La valeur des permis de bâtir était en hausse en mars dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Ontario et en Colombie-Britannique. En Ontario, la hausse de la valeur des permis provenait principalement des logements multifamiliaux. L'augmentation en Colombie-Britannique était attribuable aux secteurs résidentiel et non résidentiel.

Après avoir affiché une forte hausse en février, le Québec a enregistré la seule diminution en mars, principalement en raison des baisses des intentions de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments institutionnels.

La valeur des permis est à la hausse dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

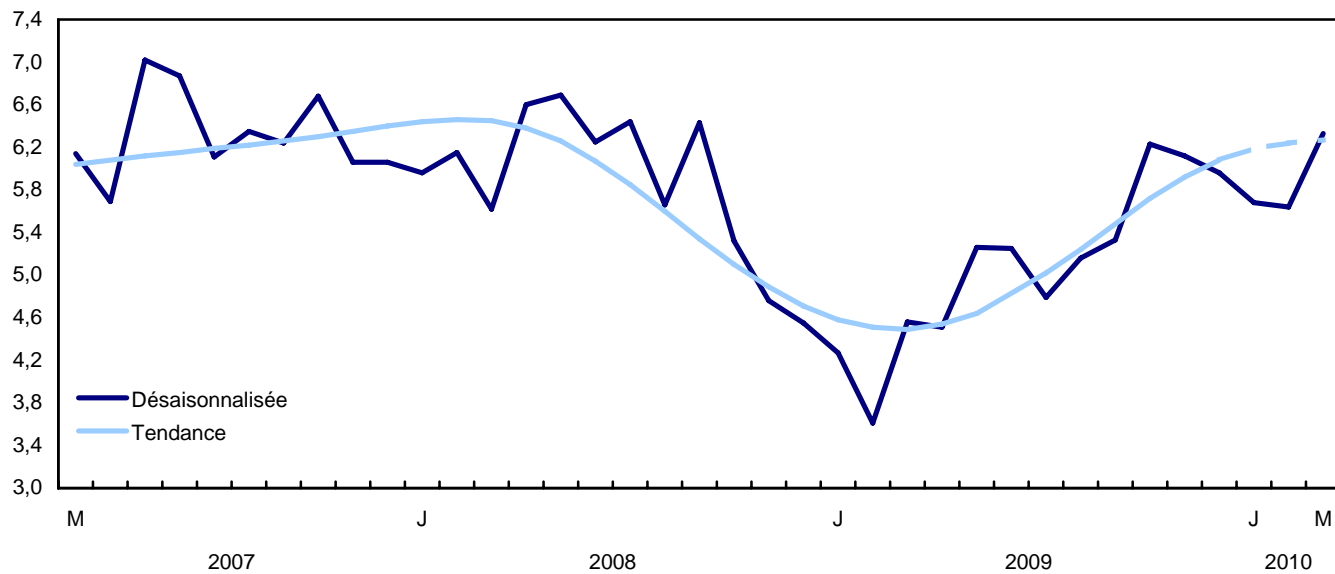
La valeur totale des permis a progressé dans 26 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Les hausses les plus marquées se sont produites à Vancouver, à Toronto et à Calgary. Vancouver a enregistré des augmentations pour tous les types de bâtiments. À Toronto, la croissance provenait principalement des permis de construction de logements multifamiliaux. À Calgary, elle a émané de toutes les composantes du secteur non résidentiel.

Les plus fortes baisses se sont produites à Edmonton et à Windsor, à la suite de diminutions dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

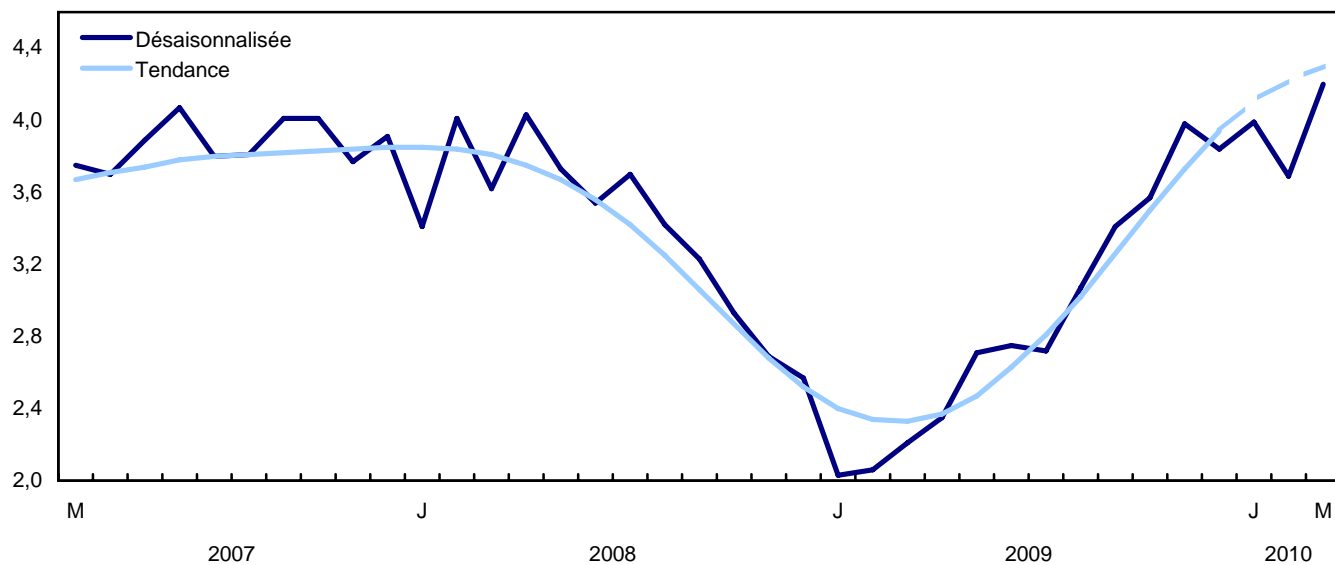
Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir

milliards de dollars

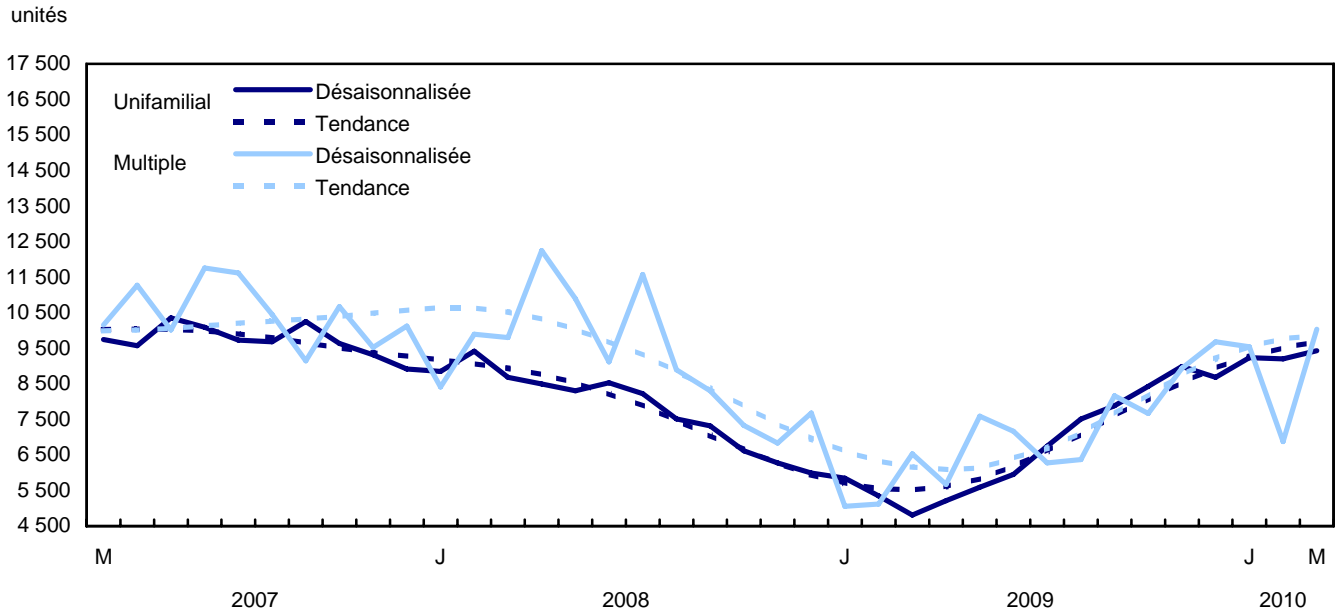


Graphique 2
Valeur résidentielle des permis de bâtir – Total

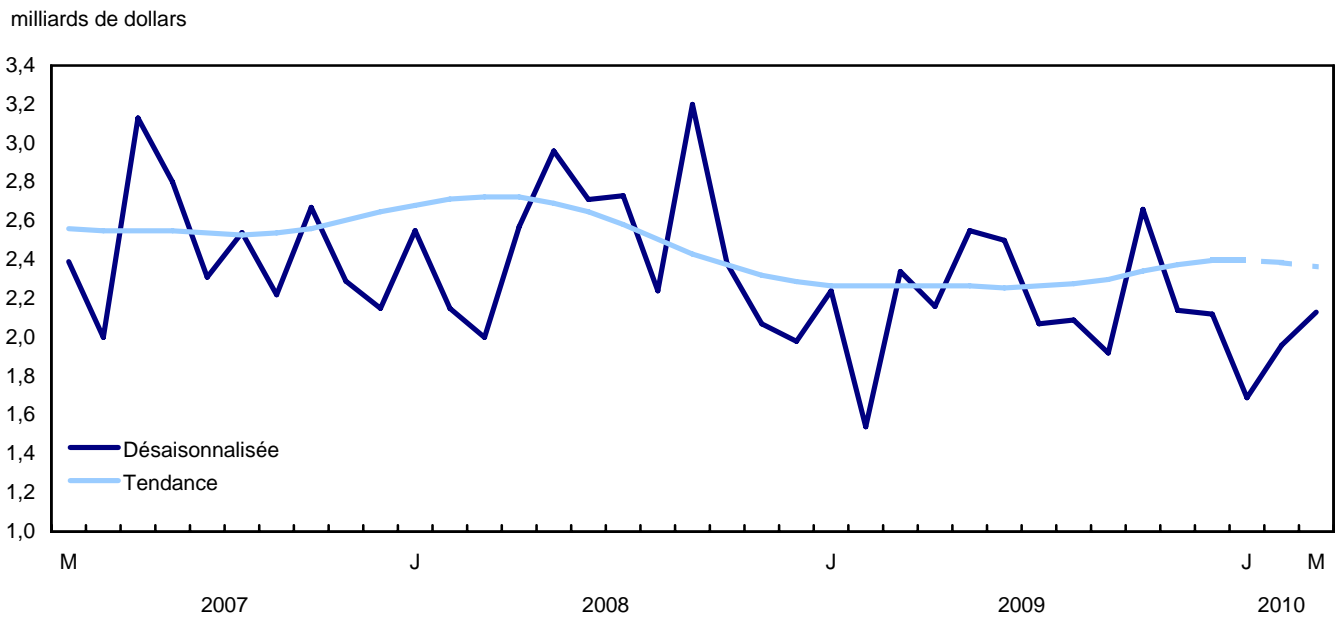
milliards de dollars



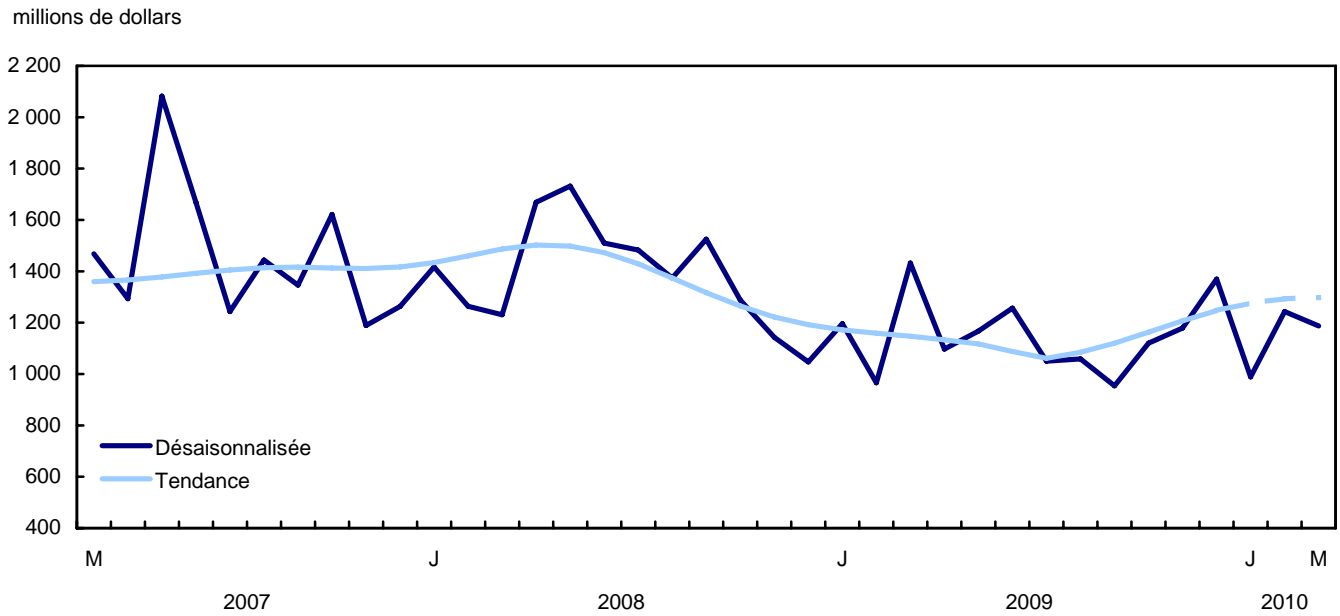
Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



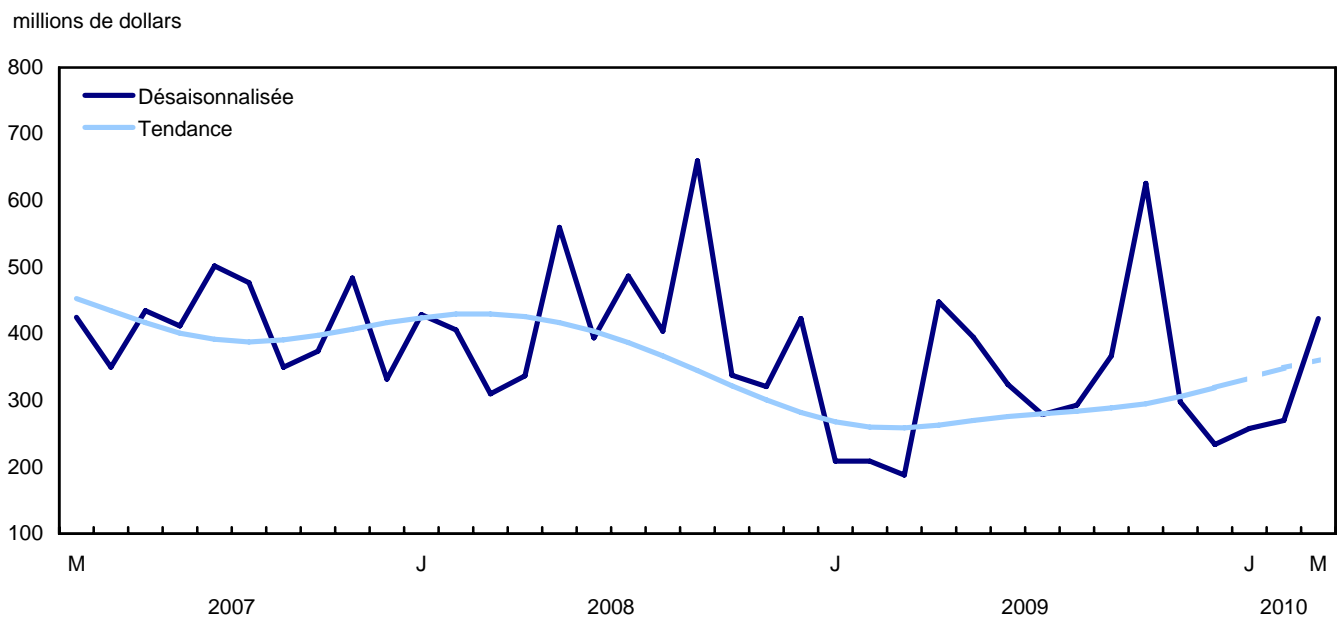
Graphique 4
Valeur non résidentielle des permis de bâtir – Total



Graphique 5
Valeur commerciale des permis de bâtir

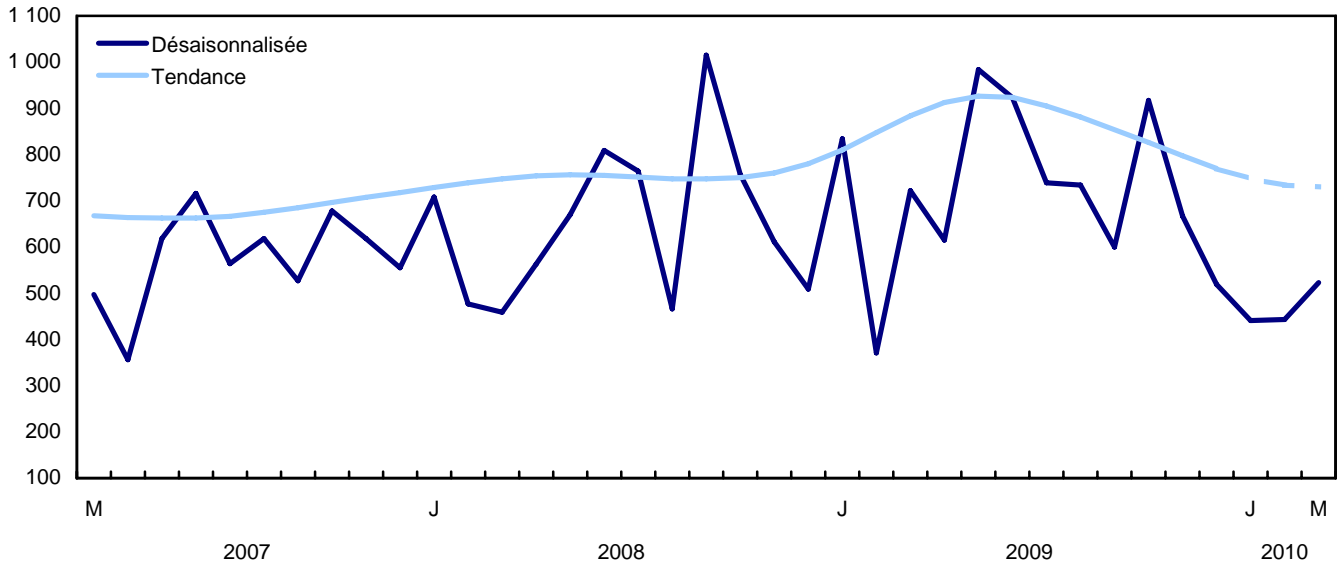


Graphique 6
Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7
Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir

millions de dollars



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada : perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir : sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction
-----------------	---

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2010		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	6 331 695	5 640 876	12,2	-0,7	-4,7	-2,7	-1,7	16,8
Terre-Neuve-et-Labrador	115 257	96 696	19,2	12,1	29,2	-10,7	11,4	28,4
Île-du-Prince-Édouard	23 715	14 589	62,6	35,2	-8,6	5,1	-21,5	-31,9
Nouvelle-Écosse	108 178	99 608	8,6	-26,1	20,2	-18,5	29,7	-14,9
Nouveau-Brunswick	86 130	64 213	34,1	11,6	-46,5	10,0	9,1	-34,3
Québec	1 327 640	1 351 786	-1,8	10,0	9,2	-0,3	-11,0	5,1
Ontario	2 407 639	2 104 765	14,4	-9,7	7,9	-11,3	16,6	10,8
Manitoba	142 669	114 076	25,1	-8,3	16,8	-44,6	41,5	26,1
Saskatchewan	203 073	123 032	65,1	2,0	-20,3	21,0	-54,7	93,4
Alberta	1 002 677	1 000 800	0,2	12,2	-27,2	9,4	-23,5	53,8
Colombie-Britannique	881 085	660 512	33,4	-2,8	-23,1	13,4	15,3	-0,1
Yukon	23 206	6 370	264,3	96,1	-44,0	-32,8	-63,0	79,0
Territoires du Nord-Ouest	5 494	4 020	36,7	286,9	-41,7	-66,5	-60,2	164,2
Nunavut	4 932	409	1 105,9	-95,0	270 566,7	-99,9	49,4	-58,4

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2010		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 133 204	1 955 669	9,1	15,8	-20,5	-1,0	-19,5	38,6
Terre-Neuve-et-Labrador	11 169	21 004	-46,8	69,3	20,7	-34,1	-41,8	159,5
Île-du-Prince-Édouard	12 873	5 223	146,5	192,9	-2,0	-56,3	7,9	-48,2
Nouvelle-Écosse	30 863	38 678	-20,2	31,1	20,4	-63,6	51,8	16,4
Nouveau-Brunswick	21 184	13 276	59,6	-40,2	-59,5	56,9	-2,1	-59,1
Québec	383 884	420 809	-8,8	75,4	-30,3	1,4	-29,3	6,9
Ontario	874 936	896 930	-2,5	2,5	18,6	-11,0	6,9	10,8
Manitoba	51 962	27 180	91,2	28,2	-5,8	-70,3	50,2	62,0
Saskatchewan	78 986	47 505	66,3	11,6	-43,1	67,4	-77,6	160,9
Alberta	402 947	316 556	27,3	13,7	-55,9	29,2	-40,5	147,8
Colombie-Britannique	236 142	163 116	44,8	4,7	-28,7	-9,2	25,7	7,3
Yukon	19 108	1 599	1 095,0	284,4	-5,2	-52,9	-94,9	265,8
Territoires du Nord-Ouest	4 634	3 413	35,8	295,5	-19,3	-26,5	-88,8	266,1
Nunavut	4 516	380	1 088,4	-95,3	...	...	-100,0	-30,2

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2010 Mars ^p	2010 Février ^r	Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	4 198 491	3 685 207	13,9	-7,7	4,0	-3,6	11,6	4,5
Terre-Neuve-et-Labrador	104 088	75 692	37,5	2,5	30,7	-4,5	46,7	-3,9
Île-du-Prince-Édouard	10 842	9 366	15,8	4,0	-9,8	41,2	-32,3	-22,9
Nouvelle-Écosse	77 315	60 930	26,9	-42,1	20,2	24,6	13,8	-28,7
Nouveau-Brunswick	64 946	50 937	27,5	44,2	-33,2	-16,1	16,5	9,4
Québec	943 756	930 977	1,4	-5,9	26,6	-1,1	0,1	4,0
Ontario	1 532 703	1 207 835	26,9	-17,1	2,3	-11,5	22,3	10,8
Manitoba	90 707	86 896	4,4	-15,8	22,9	-27,8	36,4	11,4
Saskatchewan	124 087	75 527	64,3	-3,3	2,0	-4,7	5,6	15,1
Alberta	599 730	684 244	-12,4	11,5	3,4	-5,9	-1,8	3,5
Colombie-Britannique	644 943	497 396	29,7	-5,0	-21,3	23,5	11,2	-2,7
Yukon	4 098	4 771	-14,1	68,5	-47,2	-30,4	52,4	-37,2
Territoires du Nord-Ouest	860	607	41,7	244,9	-75,3	-81,6	812,3	-72,2
Nunavut	416	29	1 334,5	...	-100,0	-99,9	468,6	-80,5

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2010 Mars ^p	2010 Février ^r	Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	unités		variation en pourcentage					
Canada	233 628	192 936	21,1	-14,4	2,3	2,4	11,4	0,3
Terre-Neuve-et-Labrador	4 080	3 564	14,5	-5,4	-22,9	38,9	56,7	-3,1
Île-du-Prince-Édouard	840	696	20,7	-23,7	20,6	21,2	6,1	-37,2
Nouvelle-Écosse	4 596	3 336	37,8	-49,5	42,9	8,1	16,0	-38,8
Nouveau-Brunswick	5 388	3 888	38,6	55,8	-31,4	-31,9	23,6	10,1
Québec	60 432	63 744	-5,2	-11,6	43,0	-3,6	5,1	0,0
Ontario	82 788	56 040	47,7	-27,4	-3,6	-0,2	18,8	7,3
Manitoba	5 196	5 100	1,9	-7,6	21,4	18,4	-22,1	10,5
Saskatchewan	7 944	4 404	80,4	-18,8	-2,0	4,5	-18,9	29,5
Alberta	28 008	28 560	-1,9	10,6	-12,8	-2,3	0,7	-5,0
Colombie-Britannique	34 260	23 436	46,2	-8,4	-29,4	25,8	25,1	-6,1
Yukon	36	168	-78,6	...	-100,0	-52,2	-37,8	-41,3
Territoires du Nord-Ouest	48	0	...	...	...	-100,0	...	-100,0
Nunavut	12	0	...	...	...	-100,0	750,0	-86,7

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2010

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Février ^r	9 202	6 876	16 078	3 685 207	269 826	1 243 142	442 701	1 955 669	5 640 876
Mars ^p	9 431	10 038	19 469	4 198 491	423 383	1 186 955	522 866	2 133 204	6 331 695
Cumulatif janv. à mars 2010	27 871	26 458	54 329	11 874 738	951 550	3 418 937	1 406 900	5 777 387	17 652 125
Cumulatif janv. à mars 2009	16 008	16 707	32 715	6 311 713	605 878	3 592 892	1 927 092	6 125 862	12 437 575
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	274	23	297	75 692	340	13 066	7 598	21 004	96 696
Mars ^p	293	47	340	104 088	167	8 182	2 820	11 169	115 257
Cumulatif janv. à mars 2010	848	103	951	253 630	1 011	30 643	12 929	44 583	298 213
Cumulatif janv. à mars 2009	562	160	722	152 965	2 835	22 346	16 940	42 121	195 086
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^r	44	14	58	9 366	653	4 332	238	5 223	14 589
Mars ^p	43	27	70	10 842	294	7 459	5 120	12 873	23 715
Cumulatif janv. à mars 2010	104	100	204	29 212	1 549	12 462	5 868	19 879	49 091
Cumulatif janv. à mars 2009	80	35	115	19 148	6 562	11 188	182	17 932	37 080
Nouvelle-Écosse									
Février ^r	215	63	278	60 930	11 488	11 470	15 720	38 678	99 608
Mars ^p	263	120	383	77 315	7 910	16 778	6 175	30 863	108 178
Cumulatif janv. à mars 2010	791	420	1 211	243 458	20 770	50 715	27 563	99 048	342 506
Cumulatif janv. à mars 2009	495	335	830	156 085	7 454	31 169	32 473	71 096	227 181
Nouveau-Brunswick									
Février ^r	245	79	324	50 937	900	8 369	4 007	13 276	64 213
Mars ^p	248	201	449	64 946	9 606	8 402	3 176	21 184	86 130
Cumulatif janv. à mars 2010	665	316	981	151 219	14 978	25 958	15 707	56 643	207 862
Cumulatif janv. à mars 2009	514	255	769	110 868	3 860	32 741	95 113	131 714	242 582
Québec									
Février ^r	1 944	3 368	5 312	930 977	34 484	226 165	160 160	420 809	1 351 786
Mars ^p	1 971	3 065	5 036	943 756	57 165	209 372	117 347	383 884	1 327 640
Cumulatif janv. à mars 2010	5 812	10 542	16 354	2 864 114	118 990	614 828	310 781	1 044 599	3 908 713
Cumulatif janv. à mars 2009	4 151	5 781	9 932	1 755 579	80 139	511 284	306 593	898 016	2 653 595
Ontario									
Février ^r	2 928	1 742	4 670	1 207 835	105 904	641 109	149 917	896 930	2 104 765
Mars ^p	3 070	3 829	6 899	1 532 703	167 271	501 073	206 592	874 936	2 407 639
Cumulatif janv. à mars 2010	8 925	9 076	18 001	4 197 090	420 035	1 628 562	598 541	2 647 138	6 844 228
Cumulatif janv. à mars 2009	4 865	6 800	11 665	2 213 110	278 089	1 686 666	812 604	2 777 359	4 990 469
Manitoba									
Février ^r	353	72	425	86 896	3 007	15 310	8 863	27 180	114 076
Mars ^p	373	60	433	90 707	3 513	31 564	16 885	51 962	142 669
Cumulatif janv. à mars 2010	1 104	214	1 318	280 817	8 562	63 589	28 198	100 349	381 166
Cumulatif janv. à mars 2009	798	257	1 055	196 443	9 155	71 991	32 613	113 759	310 202
Saskatchewan									
Février ^r	321	46	367	75 527	5 488	27 866	14 151	47 505	123 032
Mars ^p	331	331	662	124 087	8 794	62 388	7 804	78 986	203 073
Cumulatif janv. à mars 2010	1 013	468	1 481	277 703	21 749	117 943	29 369	169 061	446 764
Cumulatif janv. à mars 2009	550	423	973	192 000	48 394	84 919	60 859	194 172	386 172
Alberta									
Février ^r	1 821	559	2 380	684 244	86 939	184 406	45 211	316 556	1 000 800
Mars ^p	1 735	599	2 334	599 730	151 027	172 480	79 440	402 947	1 002 677
Cumulatif janv. à mars 2010	5 330	1 535	6 865	1 897 630	293 711	484 992	219 323	998 026	2 895 656
Cumulatif janv. à mars 2009	2 713	976	3 689	776 980	96 205	673 347	279 729	1 049 281	1 826 261

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2010

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Février ^r	1 043	910	1 953	497 396	19 414	106 955	36 747	163 116	660 512
Mars ^p	1 096	1 759	2 855	644 943	16 397	142 328	77 417	236 142	881 085
Cumulatif janv. à mars 2010	3 257	3 684	6 941	1 666 076	47 619	348 951	158 442	555 012	2 221 088
Cumulatif janv. à mars 2009	1 272	1 648	2 920	720 788	71 414	464 303	285 965	821 682	1 542 470
Yukon									
Février ^r	14	0	14	4 771	1 064	459	76	1 599	6 370
Mars ^p	3	0	3	4 098	509	18 561	38	19 108	23 206
Cumulatif janv. à mars 2010	17	0	17	11 701	1 581	19 428	114	21 123	32 824
Cumulatif janv. à mars 2009	0	9	9	9 083	52	1 420	1 979	3 451	12 534
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^r	0	0	0	607	25	3 375	13	3 413	4 020
Mars ^p	4	0	4	860	320	4 262	52	4 634	5 494
Cumulatif janv. à mars 2010	4	0	4	1 643	345	8 500	65	8 910	10 553
Cumulatif janv. à mars 2009	5	0	5	1 659	1 719	1 518	2 041	5 278	6 937
Nunavut									
Février ^r	0	0	0	29	120	260	0	380	409
Mars ^p	1	0	1	416	410	4 106	0	4 516	4 932
Cumulatif janv. à mars 2010	1	0	1	445	650	12 366	0	13 016	13 461
Cumulatif janv. à mars 2009	3	28	31	7 005	0	0	1	1	7 006

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2010

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Février ^r	41	13	54	9 510	537	124	0	661	10 171
Mars ^p	45	19	64	11 076	1 835	1 318	54	3 207	14 283
Cumulatif janv. à mars 2010	127	40	167	29 544	3 209	3 415	404	7 028	36 572
Cumulatif janv. à mars 2009	38	67	105	17 752	9 786	11 864	2 430	24 080	41 832
Barrie, Ontario									
Février ^r	26	1	27	7 734	664	877	216	1 757	9 491
Mars ^p	31	2	33	11 996	318	2 968	660	3 946	15 942
Cumulatif janv. à mars 2010	78	3	81	29 768	1 059	9 572	1 020	11 651	41 419
Cumulatif janv. à mars 2009	36	1	37	12 169	2 566	15 475	220 556	238 597	250 766
Brantford, Ontario									
Février ^r	26	7	33	4 498	95	4 621	52	4 768	9 266
Mars ^p	35	39	74	10 810	480	1 431	183	2 094	12 904
Cumulatif janv. à mars 2010	89	67	156	25 550	849	7 944	235	9 028	34 578
Cumulatif janv. à mars 2009	49	51	100	9 550	1 270	30 630	16 242	48 142	57 692
Calgary, Alberta									
Février ^r	631	126	757	229 328	1 740	40 497	11 231	53 468	282 796
Mars ^p	585	321	906	213 167	54 036	89 657	52 456	196 149	409 316
Cumulatif janv. à mars 2010	1 816	610	2 426	659 365	56 717	161 525	100 825	319 067	978 432
Cumulatif janv. à mars 2009	887	167	1 054	253 865	10 546	265 015	85 311	360 872	614 737
Edmonton, Alberta									
Février ^r	606	323	929	294 955	5 558	78 810	14 395	98 763	393 718
Mars ^p	575	164	739	224 456	5 612	27 035	1 190	33 837	258 293
Cumulatif janv. à mars 2010	1 748	663	2 411	769 056	15 479	132 762	46 107	194 348	963 404
Cumulatif janv. à mars 2009	665	541	1 206	302 659	46 054	274 302	65 628	385 984	688 643
Grand Sudbury, Ontario									
Février ^r	3	0	3	2 057	1 270	652	752	2 674	4 731
Mars ^p	6	0	6	3 596	643	1 128	2 163	3 934	7 530
Cumulatif janv. à mars 2010	13	0	13	8 622	2 869	3 661	4 094	10 624	19 246
Cumulatif janv. à mars 2009	14	103	117	21 329	9 241	5 743	3 811	18 795	40 124
Guelph, Ontario									
Février ^r	52	16	68	16 337	183	1 256	18 773	20 212	36 549
Mars ^p	50	95	145	25 938	27 887	97	15 012	42 996	68 934
Cumulatif janv. à mars 2010	150	143	293	59 742	28 070	5 401	34 435	67 906	127 648
Cumulatif janv. à mars 2009	87	97	184	28 173	3 286	3 860	8 430	15 576	43 749
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février ^r	82	52	134	26 406	10 658	3 709	23	14 390	40 796
Mars ^p	123	83	206	41 207	2 438	6 513	5 838	14 789	55 996
Cumulatif janv. à mars 2010	349	348	697	133 350	13 335	15 036	11 179	39 550	172 900
Cumulatif janv. à mars 2009	212	291	503	85 336	1 529	19 600	1 145	22 274	107 610
Hamilton, Ontario									
Février ^r	212	115	327	87 077	1 032	14 061	4 245	19 338	106 415
Mars ^p	211	84	295	63 730	5 060	32 297	9 331	46 688	110 418
Cumulatif janv. à mars 2010	578	294	872	209 559	6 810	62 287	25 213	94 310	303 869
Cumulatif janv. à mars 2009	184	230	414	66 103	17 314	58 453	70 877	146 644	212 747
Kelowna, Colombie-Britannique									
Février ^r	44	177	221	47 226	581	6 316	151	7 048	54 274
Mars ^p	66	121	187	44 240	181	3 355	10 045	13 581	57 821
Cumulatif janv. à mars 2010	146	324	470	110 959	1 100	17 212	13 657	31 969	142 928
Cumulatif janv. à mars 2009	61	18	79	31 463	487	42 716	25 997	69 200	100 663

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2010

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Février r	44	0	44	8 564	170	4 043	289	4 502	13 066
Mars p	60	4	64	11 690	383	637	60	1 080	12 770
Cumulatif janv. à mars 2010	134	6	140	26 002	2 853	5 603	1 665	10 121	36 123
Cumulatif janv. à mars 2009	54	6	60	10 268	664	19 255	4 094	24 013	34 281
Kitchener, Ontario									
Février r	96	117	213	45 144	948	90 568	40 855	132 371	177 515
Mars p	103	185	288	55 486	34 910	26 522	26 305	87 737	143 223
Cumulatif janv. à mars 2010	286	394	680	144 109	39 401	241 086	143 011	423 498	567 607
Cumulatif janv. à mars 2009	194	171	365	74 979	26 706	102 870	26 417	155 993	230 972
London, Ontario									
Février r	191	35	226	53 784	2 283	16 737	184	19 204	72 988
Mars p	131	99	230	46 745	883	47 561	12 859	61 303	108 048
Cumulatif janv. à mars 2010	537	164	701	159 392	3 751	68 118	34 011	105 880	265 272
Cumulatif janv. à mars 2009	184	149	333	64 606	6 053	17 636	31 539	55 228	119 834
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Février r	52	29	81	13 446	67	1 927	850	2 844	16 290
Mars p	35	59	94	13 567	8 847	840	341	10 028	23 595
Cumulatif janv. à mars 2010	114	100	214	31 702	10 636	4 290	1 400	16 326	48 028
Cumulatif janv. à mars 2009	78	124	202	25 780	1 792	16 717	50 740	69 249	95 029
Montréal, Québec									
Février r	615	1 234	1 849	355 494	17 476	121 516	37 492	176 484	531 978
Mars p	565	1 380	1 945	380 189	4 827	87 603	61 495	153 925	534 114
Cumulatif janv. à mars 2010	1 844	4 981	6 825	1 246 251	29 345	310 404	109 220	448 969	1 695 220
Cumulatif janv. à mars 2009	1 251	2 937	4 188	776 796	34 220	228 338	135 997	398 555	1 175 351
Oshawa, Ontario									
Février r	173	10	183	63 363	508	7 680	12 773	20 961	84 324
Mars p	139	28	167	52 195	1 803	4 166	543	6 512	58 707
Cumulatif janv. à mars 2010	473	40	513	172 428	2 972	15 392	30 364	48 728	221 156
Cumulatif janv. à mars 2009	112	9	121	37 470	1 030	24 918	92 053	118 001	155 471
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Février r	160	219	379	64 464	1 183	42 938	6 074	50 195	114 659
Mars p	236	576	812	128 924	283	18 187	17 827	36 297	165 221
Cumulatif janv. à mars 2010	691	938	1 629	278 104	1 646	97 349	29 794	128 789	406 893
Cumulatif janv. à mars 2009	582	1 028	1 610	213 510	44 744	91 743	36 277	172 764	386 274
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Février r	69	206	275	35 663	15	14 337	527	14 879	50 542
Mars p	65	124	189	29 945	871	5 396	4 230	10 497	40 442
Cumulatif janv. à mars 2010	313	584	897	118 656	3 107	24 612	5 456	33 175	151 831
Cumulatif janv. à mars 2009	215	628	843	99 983	2 246	23 173	6 247	31 666	131 649
Peterborough, Ontario									
Février r	20	0	20	7 246	0	1 755	232	1 987	9 233
Mars p	38	15	53	9 798	419	691	16 002	17 112	26 910
Cumulatif janv. à mars 2010	72	17	89	22 248	539	3 700	16 234	20 473	42 721
Cumulatif janv. à mars 2009	37	30	67	14 072	405	2 072	3 784	6 261	20 333
Québec, Québec									
Février r	209	520	729	111 054	1 328	35 943	1 693	38 964	150 018
Mars p	254	499	753	132 725	6 793	37 122	14 948	58 863	191 588
Cumulatif janv. à mars 2010	625	1 701	2 326	370 372	10 477	93 508	17 246	121 231	491 603
Cumulatif janv. à mars 2009	491	796	1 287	227 644	6 827	105 213	24 161	136 201	363 845

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2010

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Février ^r	67	0	67	16 099	940	14 562	414	15 916	32 015
Mars ^p	52	26	78	17 572	6 683	30 392	4 514	41 589	59 161
Cumulatif janv. à mars 2010	171	82	253	54 689	11 622	55 265	5 641	72 528	127 217
Cumulatif janv. à mars 2009	167	194	361	60 696	31 996	34 304	13 158	79 458	140 154
Saguenay, Québec									
Février ^r	20	13	33	5 722	610	2 429	394	3 433	9 155
Mars ^p	64	69	133	22 001	1 217	383	3 035	4 635	26 636
Cumulatif janv. à mars 2010	100	113	213	34 347	1 842	3 617	3 504	8 963	43 310
Cumulatif janv. à mars 2009	48	53	101	18 729	332	5 225	9 324	14 881	33 610
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février ^r	46	18	64	8 801	83	3 479	471	4 033	12 834
Mars ^p	58	93	151	16 895	27	4 493	265	4 785	21 680
Cumulatif janv. à mars 2010	138	114	252	31 448	2 001	9 604	927	12 532	43 980
Cumulatif janv. à mars 2009	117	61	178	27 609	660	7 909	9 290	17 859	45 468
Saskatoon, Saskatchewan									
Février ^r	124	8	132	21 936	2 597	5 034	8 805	16 436	38 372
Mars ^p	148	134	282	49 636	371	10 259	1 777	12 407	62 043
Cumulatif janv. à mars 2010	395	161	556	94 923	5 790	26 598	13 731	46 119	141 042
Cumulatif janv. à mars 2009	125	209	334	60 854	10 133	26 319	17 798	54 250	115 104
Sherbrooke, Québec									
Février ^r	159	152	311	35 222	9	5 734	1 781	7 524	42 746
Mars ^p	100	180	280	41 988	171	5 005	2 823	7 999	49 987
Cumulatif janv. à mars 2010	343	414	757	99 710	205	16 372	10 425	27 002	126 712
Cumulatif janv. à mars 2009	148	303	451	62 302	1 034	4 488	3 256	8 778	71 080
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février ^r	75	51	126	26 737	28	3 637	183	3 848	30 585
Mars ^p	60	19	79	19 997	3 637	31 028	164	34 829	54 826
Cumulatif janv. à mars 2010	179	126	305	68 031	3 869	45 585	802	50 256	118 287
Cumulatif janv. à mars 2009	81	111	192	33 333	3 412	46 904	11 796	62 112	95 445
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	152	8	160	44 937	140	12 264	7 397	19 801	64 738
Mars ^p	155	30	185	56 661	50	5 237	2 020	7 307	63 968
Cumulatif janv. à mars 2010	484	64	548	156 607	690	25 171	11 477	37 338	193 945
Cumulatif janv. à mars 2009	355	148	503	106 887	562	21 349	16 535	38 446	145 333
Thunder Bay, Ontario									
Février ^r	2	0	2	988	76	1 363	1 176	2 615	3 603
Mars ^p	8	2	10	2 389	162	17 322	2 593	20 077	22 466
Cumulatif janv. à mars 2010	11	2	13	4 061	478	18 905	3 922	23 305	27 366
Cumulatif janv. à mars 2009	12	0	12	3 250	468	7 678	2 112	10 258	13 508
Toronto, Ontario									
Février ^r	891	963	1 854	518 973	18 284	345 482	45 419	409 185	928 158
Mars ^p	963	2 409	3 372	769 382	47 160	167 548	82 012	296 720	1 066 102
Cumulatif janv. à mars 2010	2 820	6 233	9 053	2 105 804	149 647	750 730	177 031	1 077 408	3 183 212
Cumulatif janv. à mars 2009	1 827	4 208	6 035	1 111 212	95 672	1 047 734	125 109	1 268 515	2 379 727
Trois-Rivières, Québec									
Février ^r	27	410	437	52 196	8 242	1 979	216	10 437	62 633
Mars ^p	41	68	109	18 920	245	3 896	6 442	10 583	29 503
Cumulatif janv. à mars 2010	82	605	687	86 134	9 090	7 865	7 539	24 494	110 628
Cumulatif janv. à mars 2009	89	110	199	31 032	5 489	8 444	440	14 373	45 405

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2010

	Nombre d'unités de logement			Résidentiel	Valeur estimative de la construction				Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total		Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^r	381	547	928	242 629	2 783	67 324	18 834	88 941	331 570
Mars ^p	413	1 254	1 667	359 434	3 814	91 448	37 993	133 255	492 689
Cumulatif janv. à mars 2010	1 248	2 307	3 555	873 613	10 312	216 889	89 035	316 236	1 189 849
Cumulatif janv. à mars 2009	497	1 170	1 667	390 973	26 328	186 387	71 604	284 319	675 292
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^r	98	25	123	43 971	1 103	5 801	3 052	9 956	53 927
Mars ^p	90	54	144	46 290	480	15 196	4 063	19 739	66 029
Cumulatif janv. à mars 2010	290	285	575	146 934	2 044	25 802	8 865	36 711	183 645
Cumulatif janv. à mars 2009	139	57	196	61 786	5 042	105 204	141 494	251 740	313 526
Windsor, Ontario									
Février ^r	46	3	49	12 256	30 658	33 900	253	64 811	77 067
Mars ^p	34	27	61	11 439	1 241	2 289	14	3 544	14 983
Cumulatif janv. à mars 2010	106	42	148	31 881	32 361	39 165	2 797	74 323	106 204
Cumulatif janv. à mars 2009	55	18	73	14 586	3 278	5 789	19 117	28 184	42 770
Winnipeg, Manitoba									
Février ^r	216	25	241	51 781	2 662	14 600	5 705	22 967	74 748
Mars ^p	206	42	248	54 445	2 013	23 709	16 692	42 414	96 859
Cumulatif janv. à mars 2010	627	95	722	164 245	4 915	46 180	24 022	75 117	239 362
Cumulatif janv. à mars 2009	440	189	629	113 798	5 293	31 227	15 202	51 722	165 520

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2010

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Canada							
Février r	5 775	12	931	1 258	3 242	515	11 733
Mars p	9 531	27	1 179	1 425	6 625	632	19 419
Cumulatif janv. à mars 2010	20 317	48	2 708	3 719	14 826	1 857	43 475
Cumulatif janv. à mars 2009	10 046	39	1 594	2 085	9 974	1 186	24 924
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février r	70	0	0	0	16	7	93
Mars p	166	0	0	8	33	6	213
Cumulatif janv. à mars 2010	316	0	0	8	77	18	419
Cumulatif janv. à mars 2009	192	0	0	15	133	12	352
Île-du-Prince-Édouard							
Février r	11	0	0	0	14	0	25
Mars p	34	1	0	0	26	1	62
Cumulatif janv. à mars 2010	48	1	4	0	95	1	149
Cumulatif janv. à mars 2009	27	1	5	0	30	0	63
Nouvelle-Écosse							
Février r	93	4	14	18	19	14	162
Mars p	205	1	12	16	73	19	326
Cumulatif janv. à mars 2010	427	5	30	34	312	51	859
Cumulatif janv. à mars 2009	289	5	29	30	262	17	632
Nouveau-Brunswick							
Février r	58	0	0	3	68	8	137
Mars p	177	2	6	19	174	3	381
Cumulatif janv. à mars 2010	264	6	6	22	254	36	588
Cumulatif janv. à mars 2009	173	3	23	8	198	26	431
Québec							
Février r	1 421	3	377	151	1 697	307	3 956
Mars p	2 472	15	459	48	2 073	359	5 426
Cumulatif janv. à mars 2010	4 701	20	1 079	271	4 909	1 157	12 137
Cumulatif janv. à mars 2009	2 983	17	542	222	3 030	340	7 134
Ontario							
Février r	1 570	4	248	755	578	63	3 218
Mars p	3 005	7	478	928	2 272	95	6 785
Cumulatif janv. à mars 2010	6 318	12	876	2 243	5 509	207	15 165
Cumulatif janv. à mars 2009	2 996	6	677	1 295	4 088	507	9 569
Manitoba							
Février r	224	0	1	0	71	1	297
Mars p	347	1	0	6	52	2	408
Cumulatif janv. à mars 2010	788	1	1	28	183	3	1 004
Cumulatif janv. à mars 2009	522	1	2	15	174	66	780
Saskatchewan							
Février r	181	0	2	0	40	4	227
Mars p	331	0	8	35	281	7	662
Cumulatif janv. à mars 2010	632	0	10	35	412	11	1 100
Cumulatif janv. à mars 2009	313	2	4	0	410	9	738
Alberta							
Février r	1 323	1	247	78	214	20	1 883
Mars p	1 685	0	159	70	309	64	2 287
Cumulatif janv. à mars 2010	4 128	3	559	311	565	103	5 669
Cumulatif janv. à mars 2009	1 560	2	232	129	581	35	2 539
Colombie-Britannique							
Février r	810	0	42	253	525	91	1 721
Mars p	1 101	0	57	295	1 332	76	2 861
Cumulatif janv. à mars 2010	2 673	0	143	767	2 510	270	6 363
Cumulatif janv. à mars 2009	983	2	76	343	1 064	173	2 641

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2010

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Yukon							
Février ^r	14	0	0	0	0	0	14
Mars ^p	3	0	0	0	0	0	3
Cumulatif janv. à mars 2010	17	0	0	0	0	0	17
Cumulatif janv. à mars 2009	0	0	4	0	4	1	9
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	4	0	0	0	0	0	4
Cumulatif janv. à mars 2010	4	0	0	0	0	0	4
Cumulatif janv. à mars 2009	5	0	0	0	0	0	5
Nunavut							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. à mars 2010	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. à mars 2009	3	0	0	28	0	0	31

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2010

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Double	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	46	0	0	0	19	0	65
Barrie, Ontario	33	0	1	0	0	1	35
Brantford, Ontario	38	0	0	8	30	1	77
Calgary, Alberta	590	0	91	26	198	6	911
Edmonton, Alberta	579	0	62	34	42	26	743
Grand Sudbury, Ontario	5	0	0	0	0	1	6
Guelph, Ontario	54	0	8	72	6	9	149
Halifax, Nouvelle-Écosse	101	0	8	16	51	8	184
Hamilton, Ontario	227	0	24	59	0	1	311
Kelowna, Colombie-Britannique	67	0	0	48	70	3	188
Kingston, Ontario	63	1	4	0	0	0	68
Kitchener, Ontario	111	0	10	27	147	1	296
London, Ontario	140	1	2	35	62	0	240
Moncton, Nouveau- Brunswick	29	0	0	10	49	0	88
Montréal, Québec	724	0	112	14	1 015	122	1 987
Oshawa, Ontario	150	0	16	0	8	4	178
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	338	0	122	261	270	36	1 027
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	254	0	46	257	243	30	830
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	84	0	76	4	27	6	197
Peterborough, Ontario	41	0	0	15	0	0	56
Québec, Québec	328	0	114	0	219	122	783
Regina, Saskatchewan	62	0	2	24	0	0	88
Saguenay, Québec	83	0	0	0	46	17	146
Saint John, Nouveau-Brunswick	47	0	0	0	93	0	140
Saskatoon, Saskatchewan	175	0	6	6	115	7	309
Sherbrooke, Québec	129	0	14	0	143	7	293
St. Catharines-Niagara, Ontario	64	0	10	9	0	0	83
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	112	0	0	8	19	3	142
Thunder Bay, Ontario	9	0	0	0	2	0	11
Toronto, Ontario	1 036	0	314	350	1 723	22	3 445
Trois-Rivières, Québec	53	0	14	0	47	1	115
Vancouver, Colombie-Britannique	421	0	22	202	979	52	1 676
Victoria, Colombie-Britannique	92	0	14	13	13	14	146
Windsor, Ontario	37	0	0	11	16	0	64
Winnipeg, Manitoba	207	0	0	6	34	2	249

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2010

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	114	0	0	0	39	2	155
Barrie, Ontario	64	0	1	0	0	2	67
Brantford, Ontario	74	0	2	29	34	2	141
Calgary, Alberta	1 541	0	219	149	234	8	2 151
Edmonton, Alberta	1 485	0	309	146	162	46	2 148
Grand Sudbury, Ontario	10	0	0	0	0	1	11
Guelph, Ontario	120	0	10	104	6	23	263
Halifax, Nouvelle-Écosse	220	1	18	34	270	26	569
Hamilton, Ontario	466	0	106	184	0	4	760
Kelowna, Colombie-Britannique	135	0	0	56	256	12	459
Kingston, Ontario	110	2	4	0	0	2	118
Kitchener, Ontario	231	0	29	66	290	9	625
London, Ontario	408	1	4	92	68	0	573
Moncton, Nouveau- Brunswick	53	1	0	10	85	5	154
Montréal, Québec	1 581	0	297	104	2 391	546	4 919
Oshawa, Ontario	369	0	18	6	12	4	409
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	792	0	276	637	353	63	2 121
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	559	0	84	531	276	47	1 497
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	233	0	192	106	77	16	624
Peterborough, Ontario	63	0	0	15	0	2	80
Québec, Québec	587	0	221	0	779	175	1 762
Regina, Saskatchewan	137	0	2	24	56	0	219
Saguenay, Québec	108	0	0	0	61	27	196
Saint John, Nouveau-Brunswick	71	0	0	3	107	5	186
Saskatoon, Saskatchewan	328	0	8	6	136	11	489
Sherbrooke, Québec	306	0	18	0	257	42	623
St. Catharines-Niagara, Ontario	141	0	18	86	21	1	267
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	237	0	0	8	47	9	301
Thunder Bay, Ontario	11	0	0	0	2	0	13
Toronto, Ontario	2 261	0	523	996	4 649	65	8 494
Trois-Rivières, Québec	83	0	84	0	343	2	512
Vancouver, Colombie-Britannique	1 126	0	82	570	1 517	139	3 434
Victoria, Colombie-Britannique	260	0	26	24	188	48	546
Windsor, Ontario	83	0	2	15	16	9	125
Winnipeg, Manitoba	552	0	0	28	65	3	648

Tableau 10
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2010

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Février ^r	2 436 613	246 240	970 345	392 580	4 045 778
Mars ^p	4 086 724	417 688	1 185 162	518 446	6 208 020
Cumulatif janv. à mars 2010	9 015 148	885 962	2 934 425	1 344 938	14 180 473
Cumulatif janv. à mars 2009	4 784 560	581 313	3 125 377	1 888 523	10 379 773
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février ^r	19 067	340	13 066	7 598	40 071
Mars ^p	47 405	167	8 182	2 820	58 574
Cumulatif janv. à mars 2010	89 914	1 011	30 643	12 929	134 497
Cumulatif janv. à mars 2009	60 940	2 835	22 346	16 940	103 061
Île-du-Prince-Édouard					
Février ^r	3 209	653	4 332	238	8 432
Mars ^p	8 854	294	7 459	5 120	21 727
Cumulatif janv. à mars 2010	18 431	1 549	12 462	5 868	38 310
Cumulatif janv. à mars 2009	8 658	6 562	11 188	182	26 590
Nouvelle-Écosse					
Février ^r	30 654	11 488	11 470	15 720	69 332
Mars ^p	65 475	7 910	16 778	6 175	96 338
Cumulatif janv. à mars 2010	160 905	20 770	50 715	27 563	259 953
Cumulatif janv. à mars 2009	106 895	7 454	31 169	32 473	177 991
Nouveau-Brunswick					
Février ^r	16 432	900	8 369	4 007	29 708
Mars ^p	48 733	9 606	8 402	3 176	69 917
Cumulatif janv. à mars 2010	74 876	14 978	25 958	15 707	131 519
Cumulatif janv. à mars 2009	50 151	3 860	32 741	95 113	181 865
Québec					
Février ^r	653 357	34 484	157 274	110 039	955 154
Mars ^p	965 515	57 165	193 216	112 927	1 328 823
Cumulatif janv. à mars 2010	2 060 815	118 990	453 683	248 819	2 882 307
Cumulatif janv. à mars 2009	1 217 516	80 139	412 174	268 024	1 977 853
Ontario					
Février ^r	721 385	82 318	454 967	149 917	1 408 587
Mars ^p	1 488 590	161 576	510 163	206 592	2 366 921
Cumulatif janv. à mars 2010	3 255 018	354 447	1 346 728	598 541	5 554 734
Cumulatif janv. à mars 2009	1 776 156	253 524	1 344 867	812 604	4 187 151
Manitoba					
Février ^r	52 824	3 007	15 310	8 863	80 004
Mars ^p	85 604	3 513	31 564	16 885	137 566
Cumulatif janv. à mars 2010	198 153	8 562	63 589	28 198	298 502
Cumulatif janv. à mars 2009	134 097	9 155	71 991	32 613	247 856
Saskatchewan					
Février ^r	39 154	5 488	27 866	14 151	86 659
Mars ^p	118 062	8 794	62 388	7 804	197 048
Cumulatif janv. à mars 2010	191 010	21 749	117 943	29 369	360 071
Cumulatif janv. à mars 2009	125 220	48 394	84 919	60 859	319 392
Alberta					
Février ^r	490 484	86 939	166 642	45 211	789 276
Mars ^p	602 864	151 027	177 753	79 440	1 011 084
Cumulatif janv. à mars 2010	1 496 711	293 711	443 459	219 323	2 453 204
Cumulatif janv. à mars 2009	652 920	96 205	646 741	279 729	1 675 595
Colombie-Britannique					
Février ^r	408 038	19 414	106 955	36 747	571 154
Mars ^p	652 891	16 397	142 328	77 417	889 033
Cumulatif janv. à mars 2010	1 464 050	47 619	348 951	158 442	2 019 062
Cumulatif janv. à mars 2009	639 195	71 414	464 303	285 965	1 460 877

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2010

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Yukon					
Février r	1 373	1 064	459	76	2 972
Mars p	1 455	509	18 561	38	20 563
Cumulatif janv. à mars 2010	3 177	1 581	19 428	114	24 300
Cumulatif janv. à mars 2009	4 148	52	1 420	1 979	7 599
Territoires du Nord-Ouest					
Février r	607	25	3 375	13	4 020
Mars p	860	320	4 262	52	5 494
Cumulatif janv. à mars 2010	1 643	345	8 500	65	10 553
Cumulatif janv. à mars 2009	1 659	1 719	1 518	2 041	6 937
Nunavut					
Février r	29	120	260	0	409
Mars p	416	410	4 106	0	4 932
Cumulatif janv. à mars 2010	445	650	12 366	0	13 461
Cumulatif janv. à mars 2009	7 005	0	0	1	7 006

Tableau 11
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non
désaisonnalisées, mars 2010

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	11 356	1 835	1 318	54	14 563
Barrie, Ontario	12 560	318	3 366	660	16 904
Brantford, Ontario	11 129	480	1 623	183	13 415
Calgary, Alberta	219 268	54 036	89 657	52 456	415 417
Edmonton, Alberta	231 680	5 612	27 035	1 190	265 517
Grand Sudbury, Ontario	3 764	643	1 279	2 163	7 849
Guelph, Ontario	26 555	27 887	110	15 012	69 564
Halifax, Nouvelle-Écosse	37 080	2 438	6 513	5 838	51 869
Hamilton, Ontario	66 517	5 060	36 631	9 331	117 539
Kelowna, Colombie-Britannique	44 919	181	3 355	10 045	58 500
Kingston, Ontario	12 292	383	723	60	13 458
Kitchener, Ontario	57 030	34 910	30 081	26 305	148 326
London, Ontario	48 483	883	53 943	12 859	116 168
Moncton, Nouveau-Brunswick	11 602	8 847	840	341	21 630
Montréal, Québec	380 610	4 827	82 209	61 495	529 141
Oshawa, Ontario	54 669	1 803	4 725	543	61 740
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	162 371	1 154	25 692	22 057	211 274
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	131 849	283	20 628	17 827	170 587
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	30 522	871	5 064	4 230	40 687
Peterborough, Ontario	10 220	419	784	16 002	27 425
Québec, Québec	133 659	6 793	34 836	14 948	190 236
Regina, Saskatchewan	18 018	6 683	30 392	4 514	59 607
Saguenay, Québec	22 836	1 217	359	3 035	27 447
Saint John, Nouveau-Brunswick	13 967	27	4 493	265	18 752
Saskatoon, Saskatchewan	50 392	371	10 259	1 777	62 799
Sherbrooke, Québec	42 352	171	4 697	2 823	50 043
St. Catharines-Niagara, Ontario	20 879	3 637	35 192	164	59 872
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	33 590	50	5 237	2 020	40 897
Thunder Bay, Ontario	2 502	162	19 646	2 593	24 903
Toronto, Ontario	788 145	47 160	190 031	82 012	1 107 348
Trois-Rivières, Québec	19 247	245	3 656	6 442	29 590
Vancouver, Colombie-Britannique	364 301	3 814	91 448	37 993	497 556
Victoria, Colombie-Britannique	47 419	480	15 196	4 063	67 158
Windsor, Ontario	11 865	1 241	2 596	14	15 716
Winnipeg, Manitoba	54 051	2 013	23 709	16 692	96 465

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à mars 2010

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	26 222	3 209	3 415	404	33 250
Barrie, Ontario	23 465	1 059	8 519	1 020	34 063
Brantford, Ontario	21 132	849	6 428	235	28 644
Calgary, Alberta	544 947	56 717	161 525	100 825	864 014
Edmonton, Alberta	630 364	15 479	132 762	46 107	824 712
Grand Sudbury, Ontario	6 905	2 869	3 232	4 094	17 100
Guelph, Ontario	48 537	28 070	4 208	34 435	115 250
Halifax, Nouvelle-Écosse	102 530	13 335	15 036	11 179	142 080
Hamilton, Ontario	165 164	6 810	59 289	25 213	256 476
Kelowna, Colombie-Britannique	104 645	1 100	17 212	13 657	136 614
Kingston, Ontario	20 684	2 853	4 348	1 665	29 550
Kitchener, Ontario	121 779	39 401	192 927	143 011	497 118
London, Ontario	120 716	3 751	68 950	34 011	227 428
Moncton, Nouveau-Brunswick	19 690	10 636	4 290	1 400	36 016
Montréal, Québec	919 843	29 345	236 289	109 220	1 294 697
Oshawa, Ontario	126 053	2 972	13 028	30 364	172 417
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	323 724	4 753	98 872	35 250	462 599
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	237 887	1 646	80 006	29 794	349 333
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	85 837	3 107	18 866	5 456	113 266
Peterborough, Ontario	17 903	539	3 032	16 234	37 708
Québec, Québec	284 555	10 477	74 521	17 246	386 799
Regina, Saskatchewan	42 412	11 622	55 265	5 641	114 940
Saguenay, Québec	30 869	1 842	2 684	3 504	38 899
Saint John, Nouveau-Brunswick	19 055	2 001	9 604	927	31 587
Saskatoon, Saskatchewan	76 611	5 790	26 598	13 731	122 730
Sherbrooke, Québec	82 345	205	12 496	10 425	105 471
St. Catharines-Niagara, Ontario	54 275	3 869	46 425	802	105 371
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	68 946	690	25 171	11 477	106 284
Thunder Bay, Ontario	3 530	478	20 796	3 922	28 726
Toronto, Ontario	1 835 525	149 647	625 314	177 031	2 787 517
Trois-Rivières, Québec	67 051	9 090	6 376	7 539	90 056
Vancouver, Colombie-Britannique	809 470	10 312	216 889	89 035	1 125 706
Victoria, Colombie-Britannique	131 495	2 044	25 802	8 865	168 206
Windsor, Ontario	24 198	32 361	29 230	2 797	88 586
Winnipeg, Manitoba	133 747	4 915	46 180	24 022	208 864

Tableau 13
Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2010

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	2 121 296	11 169	12 873	30 863	21 184	363 308	878 331
Industriel	417 688	167	294	7 910	9 606	57 165	161 576
Usines, fabriques	120 941	0	250	2 785	0	26 244	72 742
Transports, services	215 215	0	0	1 300	9 015	8 525	57 037
Mines et agriculture	31 824	0	0	3 000	0	12 816	7 179
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	49 708	167	44	825	591	9 580	24 618
Commercial	1 185 162	8 182	7 459	16 778	8 402	193 216	510 163
Commerces et services	183 997	580	0	4 341	612	27 863	75 426
Entrepôts	119 499	0	0	0	0	13 591	37 439
Postes d'essence	18 845	0	0	300	0	3 700	1 000
Édifices à bureaux	314 409	2 627	629	6 917	3 379	80 086	94 619
Loisirs	208 750	2 400	0	0	1 200	4 989	136 620
Hôtels, restaurants	150 104	0	5 900	0	0	8 384	97 298
Laboratoires	27 836	0	0	0	0	24 050	3 786
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	161 722	2 575	930	5 220	3 211	30 553	63 975
Institutionnel et gouvernemental	518 446	2 820	5 120	6 175	3 176	112 927	206 592
Écoles, éducation	275 374	1 050	5 120	5 817	420	57 346	103 196
Hôpitaux, médical	58 953	0	0	0	350	10 450	37 347
Bien-être, foyers	45 579	0	0	0	0	6 981	22 568
Églises, religion	54 432	0	0	0	925	10 116	17 454
Bureaux gouvernementaux	57 267	1 750	0	0	480	19 238	17 223
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	26 841	20	0	358	1 001	8 796	8 804
	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	51 962	78 986	408 220	236 142	19 108	4 634	4 516
Industriel	3 513	8 794	151 027	16 397	509	320	410
Usines, fabriques	1 836	3 865	11 442	1 457	0	320	0
Transports, services	0	3 942	133 851	1 285	0	0	260
Mines et agriculture	350	0	960	7 039	480	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	1 327	987	4 774	6 616	29	0	150
Commercial	31 564	62 388	177 753	142 328	18 561	4 262	4 106
Commerces et services	5 090	6 379	27 144	32 858	0	3 704	0
Entrepôts	1 150	24 830	16 756	25 733	0	0	0
Postes d'essence	0	1 439	6 628	5 778	0	0	0
Édifices à bureaux	4 180	16 303	86 053	19 616	0	0	0
Loisirs	15 254	9 283	8 215	8 389	18 400	0	4 000
Hôtels, restaurants	420	0	10 205	27 897	0	0	0
Laboratoires	0	0	0	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	5 470	4 154	22 752	22 057	161	558	106
Institutionnel et gouvernemental	16 885	7 804	79 440	77 417	38	52	0
Écoles, éducation	12 663	2 341	23 205	64 216	0	0	0
Hôpitaux, médical	1 188	450	1 493	7 675	0	0	0
Bien-être, foyers	0	3 205	12 525	300	0	0	0
Églises, religion	0	0	25 187	750	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	1 217	1 100	13 837	2 422	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	1 817	708	3 193	2 054	38	52	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 \$ pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures :

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2006. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2006 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2006. On compte cent onze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifiées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que défini ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2006. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2009, plus de 97 % des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	Cité / City
CC	Chartered community
CÉ	Cité
CG	Community government
CM	County (municipality)
CN	Colonie de la couronne / Crown colony
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Réserve indienne / Indian reserve
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipalité / Municipality
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisgaa land
NO	Non organisé / Unorganized
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Paroisse (municipalité de) / Parish
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Communauté rurale / Rural community
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Établissement indien / Indian settlement
SA	Special area
SC	Subdivision municipalité de comté / Subdivision of county municipality
SÉ	Établissement / Settlement
SET	Settlement
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision non organisée / Subdivision of unorganized
SV	Summer village

T	Town
TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Ville / Town
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique